



TRACT N° 2.

Le 29 avril 2014

CONTRE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL CONTINUONS À AGIR

L'une des premières décisions de l'intersyndicale a été, lors des réunions des Délégués du Personnel du mois de mars, de poser des questions communes aux représentants de la direction de la CEBPL.

Ces derniers se sont inquiétés ou offusqués de cette inhabituelle démarche collective qui les importune au plus haut point : « Une intersyndicale n'a rien à faire dans une instance DP, mais est réservée à une expression des différents syndicats lors de négociations ou d'actions. De plus, nous ne partageons pas l'analyse alarmiste des délégués du personnel ».

Lisez : « une intersyndicale ça sent le roussi, essayons d'éteindre la mèche... ».

A les écouter, l'entreprise est un condensé de bienfaits dont le personnel ne peut que se louer. Tout va bien dans le meilleur des mondes...

Depuis le début de l'année, les challenges à répétition, les journées ou les semaines thématiques s'accumulent. Sans parler des actions de rattrapage au gré des directeurs de groupes qui perturbent les journées de travail déjà bien remplies.

Pour garantir des résultats financiers et commerciaux toujours plus ambitieux, la direction a instauré un système de management redoutable à tous les niveaux de la hiérarchie. Il n'autorise aucun relâchement de la pression ce qui, parfois, contraint certains d'entre nous à enfreindre les règles déontologiques ou les procédures. La situation des salariés des services administratifs n'est pas plus enviable : réduction des effectifs de production, industrialisation des tâches, contrôle de production...

Les lanceurs d'alertes que sont, les instances représentatives du personnel, l'inspection et la médecine du travail, n'ont trouvé écho auprès du directoire.

A la CE BPL, les amplitudes horaires d'ouverture des agences n'ont pas d'équivalent alors que la moyenne des salaires est la plus basse de la branche Caisse d'Épargne ; des heures supplémentaires continuent de se faire et les conditions de travail se dégradent de jour en jour.

Depuis un an, nous attendons de Jean-Marc Carcéles un souffle social nouveau.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus à la tergiversation. Une prise de conscience collective avec l'implication de chacun d'entre nous est indispensable pour sortir de l'ornière.

Nous allons continuer à agir en intersyndicale en concertation avec les salariés. Le directoire doit prendre la mesure du problème.

**NOUS NE POUVONS PLUS ACCEPTER,
CONTINUONS TOUS ENSEMBLE L'OFFENSIVE**